

## **Nouveaux territoires urbains de la culture - Metz et le Centre Pompidou -**

**Edith FAGNONI**  
**Maître de Conférences**  
**Université Paris IV– Sorbonne (IUFM)**

Au regard du titre du séminaire « Politiques culturelles et enjeux urbains », le cas de Metz se présente comme un exemple qui illustre la thématique et surtout permet un certain nombre d'interrogations.

Les villes (grandes mais aussi moyennes) apparaissent de plus en plus comme de nouveaux acteurs mondiaux et constituent de ce fait le terrain privilégié de l'innovation. La mondialisation des échanges et des cultures impulse les projets urbains. Ainsi, de nombreux projets urbains sont conditionnés par la capacité des villes à introduire de nouveaux équipements innovants, mais souvent ambitieux. Comment mettre en œuvre cette capacité, mais aussi comment l'évaluer ? Comment vont s'articuler ces projets au sein des territoires urbains ?

Le projet messin s'inscrit dans cette dimension stratégique du renouvellement urbain, s'affichant comme une forme d'évolution de la ville. La ville évolue sur elle-même : cette situation permet de répondre à la fois au problème d'absence de terrains disponibles et du recyclage du foncier localisé en milieu urbain.

Metz affiche son ambition par un projet d'urbanisme en lisière du centre-ville. Ce quartier en construction a fait le choix de la mixité urbaine (cohabitation de bureaux (50 000 m<sup>2</sup>), commerces (38 000m<sup>2</sup>), logements (1500), d'un palais des congrès, d'une médiathèque, ...), associée à la présence du Centre Pompidou, dont la livraison du bâtiment est prévue pour 2009 et l'ouverture au public pour 2010 et qui apparaît comme l'élément majeur de l'organisation de cet espace. Le Centre Pompidou-Metz (CPM) se présente comme un projet emblématique se voulant porteur d'identité avec pour ambition d'accueillir 500 000 visiteurs par an.

Prendre conscience de la nécessité de penser l'urbanisme à travers la présence d'un haut lieu de la culture dans une ville subissant les clichés liés à son passé militaire permettra-t-il de changer d'image ?

Ce projet démontrera-t-il qu'un exemple ambitieux de décentralisation culturelle contribue à renforcer l'attractivité de la ville ? Ce questionnement renvoie à la problématique du tourisme urbain (voire « des » tourisms urbains) devenu indiscutablement un véritable enjeu pour les villes, par la production d'images valorisantes susceptibles d'accroître leur attractivité, mais aussi par les retombées économiques escomptées.

Ainsi, au-delà de leur différence d'histoire, de situation géographique, économique ou démographique, toutes les villes sont en train de découvrir (voire redécouvrir) leur potentiel touristique et les opportunités de développement qu'il offre. Les grands projets d'infrastructures culturelles à l'exemple du Centre Pompidou-Metz s'inscrivent dans cette stratégie de production d'un capital valorisable.

Cette capacité à valoriser un capital mais aussi à organiser une offre nouvelle qui redéploie le patrimoine de la ville autour de cette innovation culturelle, véritable géosymbole, renvoie à la question de l'urbanité fortement imprégnée des dimensions touristiques. Mais la capacité de la ville à introduire un projet culturel d'une telle ampleur nécessite la mise en œuvre de stratégies de développement touristique.

Y a-t-il des politiques touristiques qui sous-tendent le projet messin ? Quelles sont ces politiques touristiques ?

Par ailleurs ces projets de musées décentralisés ont certes le vent en poupe, mais outre des ambitions médiatiques affichées, le cas messin permet de s'interroger sur l'articulation et la cohabitation spatiale du projet dans la ville. En effet, si l'exemple du Centre Pompidou-Metz se présente comme un géosymbole, une « icône » culturelle, il ne doit cependant pas apparaître comme un « implant », et sa réussite tient à l'intégration du projet aux quartiers centraux marqués par les héritages culturels et les identités du passé.

Depuis une vingtaine d'années, la notion de projet urbain se retrouve dans la plupart des discours politiques. Cette notion participe d'un renouvellement des représentations de la ville, du territoire et de l'action publique. Elle renvoie à une grille contemporaine d'appréhension de la ville et du cadre actuel de ses enjeux socio-économiques, politiques et culturels, intégrant la question du renouvellement urbain (forme d'évolution de la ville), la question des nouveaux enjeux et des nouvelles pratiques spatiales, et la question des échelles.

### **1°) – Nouveau territoire urbain de la culture : le Centre-Pompidou Metz, un projet audacieux ?**

Parler du « Centre-Pompidou 2 » nécessite un bref cadrage sur le « Centre Pompidou 1 » dont l'ouverture date de 1977 : « grande affaire » du mandat présidentiel de Georges Pompidou, le Centre national d'art et de culture à Paris est le premier des grands projets culturels présidentiels. Il a suscité de vifs débats à l'époque, notamment autour de l'opposition entre culture de masse et culture élitiste, mais a servi aussi de précédent, d'inspiration voire de modèle aux projets de Valéry Giscard d'Estaing (le musée d'Orsay, l'Institut du Monde Arabe, la Cité des sciences et de l'industrie), François Mitterrand (le Grand Louvre, la Bibliothèque nationale de France, l'Arche de la Défense) et Jacques Chirac (le musée du quai Branly). Georges Pompidou a dit : « *Je voudrais passionnément que Paris possède un centre culturel [...] qui soit à la fois un musée et un centre de création où les arts plastiques voisinent avec la musique, le cinéma, les livres, la recherche audiovisuelle, etc.* ». Ce côté pluridisciplinaire, qui est aujourd'hui de plus en plus imitée par les grands musées, permet rétrospectivement de le qualifier de concept visionnaire.

Au-delà des polémiques suscitées par une architecture qui apparut comme audacieuse avant de trouver sa place dans le paysage et dans le tissu urbain parisien, le Centre s'est rapidement imposé comme un succès important en termes de fréquentation : il accueille 5,5 millions de visiteurs par an, ce qui en fait la troisième institution la plus visitée en France après le musée du Louvre (8,3) et la tour Eiffel (6,8).

En 1999, face au projet d'« antenne » du Centre en région, la ville de Metz s'est portée candidate. Outre la volonté de trouver un nouvel espace de présentation des collections nationales, c'est la capacité du Centre à inventer un nouveau modèle à partir de sa propre expérience qui est mise en jeu.

Le 9 janvier 2003, le Centre Pompidou et la ville de Metz annonçaient la décision, en accord avec le ministère de la culture et de la communication, d'implanter à Metz [Metz Métropole compte aujourd'hui 230 000 habitants et regroupe 40 communes] la première antenne décentralisée du Centre national d'art et de culture. Ce choix de la ville de Metz résulte d'une double volonté :

- d'un côté la municipalité a fait le pari d'un ambitieux projet culturel comme vecteur d'une image renouvelée de la ville (voire de la région) et d'une vaste opération d'urbanisme.

La ville de Metz, dans le bouleversement économique d'une Lorraine qui ne puise plus sa richesse dans l'industrie du fer et du charbon, a fait le choix depuis les années 1970 du vert, des technologies et de la culture : choix d'un urbanisme associant pierre et nature, remise en valeur de son patrimoine architectural, création dans les années 1980 d'un technopôle dédié aux technologies de l'information et de la communication ou encore création en 1989 d'une salle de concert due à Ricardo Bofill et reconnue parmi les lieux les plus appréciés des mélomanes. Il en ressort une multiplication des labels et des réseaux : « Ville verte », « Ville Internet », ... Il convient également d'ajouter que la ville de Metz a proposé l'inscription de l'ensemble du quartier impérial (quartier de la gare) au patrimoine mondial de l'Unesco. À cette politique de restructuration urbaine s'ajoute la position géographique de la ville, intermédiaire entre le Benelux et l'Europe du Sud, entre Paris et Berlin, la coopération quotidienne de Metz avec les villes voisines de Luxembourg, Sarrebruck et Trèves et la liaison TGV avec Paris en 1h23 depuis juin 2007. Cette situation géographique a été un élément déterminant pour retenir la candidature de Metz comme ville destinée à accueillir cette expérience de décentralisation culturelle en France ;

- de l'autre côté, le Centre Pompidou encouragé par l'État, entendait démontrer en acte que les grandes institutions parisiennes étaient au service de tous et qu'il n'avait rien perdu de l'élan originel. L'objectif est d'accroître la diffusion des collections du Musée national d'art moderne (Mnam), première collection en Europe riche de 59 000 œuvres, et de toucher de nouveaux publics, de présenter les œuvres majeures des XX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècle, de rayonner en Europe, via un projet artistique et culturel ambitieux.

Le Centre Pompidou-Metz accueillera à la fois une partie de la collection du Mnam qui sera renouvelée régulièrement et des expositions temporaires.

L'enjeu semble d'autant plus fort, que c'est un centre d'un type nouveau : ni musée (il ne possèdera pas de collections en propre), ni redite en réduction du Centre originel. Le CPM devra inventer son concept culturel, celui d'un musée en mouvement, face à une situation urbaine et à un public à séduire.

Rappelons que le Centre Georges-Pompidou a réhabilité en France le concept de musée et son succès a été à l'origine de la multiplication des institutions muséales dans les années 1980 et 1990. Trente ans après son ouverture parisienne, le Centre repense donc ses missions dans un contexte nouveau. Lieu culturel de référence mondiale, il se veut être en permanence le reflet de son époque. Le développement de l'Union européenne et la mondialisation de la vie artistique ont alimenté cette stratégie de culture décentralisée. Le Centre Pompidou-Metz, avec sa double dimension régionale et européenne, est né de cette vision. De plus, tout comme le Louvre à Lens puis à Atlanta et à Abou Dhabi, l'internationalisation est au goût du jour : le Centre Pompidou est candidat pour concevoir et gérer un musée d'art moderne à Hong-Kong. En dehors de Hong Kong, le Centre Pompidou s'intéresse de très près à des projets à Shanghai et Tokyo.

## **2°) – Dynamique urbaine : projet culturel et projet urbain**

Le projet culturel s'insère dans un projet urbain : ancienne friche sur une surface totale de 50 hectares en lisière du centre-ville au sud de Metz, le Quartier de l'Amphithéâtre est ambitieux projet d'urbanisme décidé par la municipalité en 1996, il s'étend sur un ensemble foncier anciennement affecté à la gare de marchandises, à l'ancienne foire-exposition et à des terrains militaires. De par son histoire mouvementée et sans cesse recommencée – voie romaine, faubourg au Moyen Age, glacis au XVI<sup>e</sup> siècle, place forte au XVIII<sup>e</sup> siècle, puis depuis 1905 gare de marchandises – ce site subsiste comme une vacance. Il ne permet pas de saisir ces

stratifications, ce palimpseste, mais au contraire il donne une impression de vide et d'intemporel alors qu'aux alentours les quartiers sont bien définis et fortement marqués par leurs usages.

Le site, en cours de réaménagement, est aujourd'hui occupé à l'est par deux équipements : le Palais Omnisports les Arènes (inauguré en 2001, conçu par Paul Chemetov et Borja Huidobro, 20 000 m<sup>2</sup>) et le Parc de la Seille (dessiné par les paysagistes Jacques Coulon et Laure Planchais, 20 hectares). Deux équipements majeurs déterminent le projet sur la zone ouest qui s'étend sur 25 hectares : le TGV Est européen et le Centre Pompidou-Metz.

Sur un axe nord-sud, ce projet d'aménagement urbain s'organise autour d'une rue courbe et de cinq places piétonnes attenantes. L'objectif est de permettre aux habitants, usagers et visiteurs de pouvoir se croiser dans un espace commun.

Ce Quartier de l'Amphithéâtre est entré aujourd'hui dans sa phase opérationnelle, qui va se déployer sur une quinzaine d'années. Pour l'heure, le développement se situe à l'horizon 2009 dans la partie ouest, à savoir la superficie incluant le Centre Pompidou-Metz, le parvis le reliant à la gare, une halle commerciale, un parking de 700 places, les jardins et les voies d'accès immédiates.

La Communauté d'Agglomération de Metz Métropole (CA2M) est depuis avril 2003 chargée du développement des équipements culturels d'intérêt communautaire et depuis 2004 le maître d'ouvrage du Centre Pompidou-Metz, projet qu'elle finance majoritairement à hauteur de 34 millions d'euros sur le budget total de l'opération fixé à 60 millions d'euros hors taxes, valeur 2006. Les autres financements proviennent de l'État : 4 millions d'euros, de l'Union européenne (Feder) : 2 millions d'euros, du Conseil Régional de Lorraine : 10 millions d'euros et du Conseil Général de la Moselle : 10 millions d'euros.

L'équipe lauréate du concours international d'architecture lancé à l'initiative de la CA2M est constituée de Shigeru Ban (Tokyo), Jean de Gastines (Paris) et Philip Gumuchdjian (Londres). La présence des productions culturelles a un impact important à l'échelle locale, en terme d'urbanité et de sens de la ville. Projet culturel et projet urbain sont liés.

Le CPM n'est pas unique et on ne peut s'empêcher de penser ici à la réussite du musée Guggenheim à Bilbao, également construit à partir d'un grand espace vide, à tel point que l'on parle aujourd'hui de l'« effet Guggenheim ». La structure innovante du bâtiment de Bilbao devint rapidement un des bâtiments contemporains des plus connus au monde. Le musée, dont la construction s'est élevée à 150 millions d'euros, attire un important afflux de touristes (un million de visiteurs par an) parfois plus intéressés par le bâtiment que par les collections. Inauguré le 17 octobre 1997, le musée dessiné par Franck Gehry, est devenue une « locomotive » qui a permis de changer l'image de la région. Selon la collectivité locale, le musée Guggenheim aurait généré 1,57 milliard d'euros de retombées économiques depuis 1997 et 45 000 emplois directs ou indirects ont été créés.

Pourra-t-on parler de l'« effet Pompidou » ? De même que le bâtiment de Bilbao, l'architecture du bâtiment messin est originale, se donnant pour objectif de refléter une certaine flexibilité spatiale. L'édifice se présente comme une vaste structure modulaire tendue à partir d'une flèche centrale et couvrant l'ensemble des espaces du Centre. L'ensemble évoque un vaste chapiteau couvert d'une membrane en fibre de verre translucide, entouré d'un parvis et d'un espace arboré. Trois galeries, en forme de tubes se superposent et se croisent sous cette couverture. Mais l'élément extérieur majeur de cette art-architecture / starchitecture demeure l'immense toiture - véritable objet iconique en soi - dont la complexité réside à la fois dans sa forme, dans ses dimensions (8 000 m<sup>2</sup>) et dans sa technique de fabrication.

Tout comme à Bilbao, on ne pourra parler de l'« effet Pompidou » qu'au regard d'une synergie entre projet culturel et projet urbain.

Face à cette question, le renouvellement urbain apparaît comme une nouvelle pratique de l'aménagement, il s'inscrit dans une appréhension globale de la ville et renvoie à l'image forte des villes « en mouvement » à la recherche de dynamiques novatrices support de la construction symbolique des territoires. Il convient de rappeler qu'en termes de méthodes, ce type de projet se distingue de celui de la création ex nihilo, il s'agit ici de développer ou redévelopper une ville « ancienne », dont la réussite repose sur l'articulation des différents quartiers de la ville. En effet, si l'exemple du Centre Pompidou-Metz se présente comme un géosymbole, une « icône » culturelle, il ne doit néanmoins pas apparaître comme un « implant ». Cette approche permet de s'interroger sur la question de l'habiter. Quelle capacité un projet culturel de grande ampleur a-t-il à agréger les éléments constitutifs d'une ville en développement : conjugaison d'habitations, d'infrastructures économiques nouvelles plutôt « high tech » et « propres », de loisir culturel et autres facilités ? Les projets montrent que la fonction de rassemblement de certaines de ces facilités est essentielle : musée, palais des congrès, espaces de réunions, commerces, habitat, espaces verts, ..., l'ensemble se présentant comme un nouveau centre de la vie sociale. Cette approche renvoie à une forme d'« agora » moderne favorisant avant tout l'échange des connaissances.

À Metz, la configuration de l'aménagement de la ZAC - aussi séduisante soit-elle - pourrait pour l'heure laisser supposer in fine un fonctionnement autonome de ce nouveau quartier, une sorte de « ville dans la ville » qui pourrait conduire à la réalisation d'une « ville fragmentée ». En effet, coupé du centre-ville par une « frontière » ferroviaire, l'aménagement de ce nouveau quartier dans la ville de Metz renvoie le débat vers la double question de la forme de la ville et de l'intégration du projet aux quartiers centraux marqués par les héritages culturels et les identités du passé. Ce cas messin permet de rappeler que la question de l'organisation de l'espace est un élément primordial, en ce sens où elle doit être au service de finalités plus larges : cohésion sociale et mixité urbaine, développement économique, reconquête des quartiers en déclin, avec l'exigence de lien entre les quartiers et territoires.

Cette question de l'articulation spatiale est d'autant plus importante, qu'elle renvoie aux nouvelles orientations stratégiques de la politique de défense et de sécurité qui vont avoir un impact économique, social et spatial très important en Moselle et tout particulièrement sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Metz-Métropole. La fermeture annoncée des sites va faire place à de nouveaux espaces vacants, de nouvelles friches, en quête de devenir. Lien social et lien urbain vont de pair, notamment par un maillage continu de l'espace public et des transports en commun. Alors que l'aménagement a souvent contribué par le passé à replier des opérations monofonctionnelles sur elles-mêmes sans continuité, il s'agit aujourd'hui de lutter contre la ville fragmentée. La cohabitation spatiale du projet dans la ville est donc un élément primordial et nécessaire à sa réussite, dont dépend l'impact sur le fonctionnement de l'espace, tant pour les citoyens-habitants que pour les visiteurs et les touristes.

### **3°) – Culture décentralisée et innovation urbaine : les musées, « acteurs » de développement ?**

L'offre culturelle est devenue un facteur incontournable de développement d'une ville ou d'un territoire, une opportunité pour le développement du tourisme, un générateur de retombées économiques. L'exemple du Centre Pompidou-Metz est naturellement un projet phare et porteur d'identité pour l'agglomération messine. L'effet d'entraînement d'un équipement aussi prestigieux, en plein centre-ville et à côté de la gare TGV, semble être un véritable atout.

C'est une nouvelle dynamique d'attractivité qui se concrétise à Metz et dans sa région, dans le prolongement de 20 ans d'initiatives amorcées vers le tertiaire. Cette implantation du Centre

Pompidou-Metz s'inscrit parmi les nouvelles expériences de décentralisation culturelle par un établissement national, et apparaît donc dans un mouvement plus large d'opérations complexes de décentralisations de gros équipements culturels en milieu urbain. Cela permet de s'interroger sur la réinvention de l'institution culturelle au regard de la mondialisation et des projections dans le futur.

Cette pratique nouvelle semble s'internationaliser rapidement - à l'exemple du Louvre à Lens, puis à Atlanta et Abou Dhabi, du musée Guggenheim à Bilbao, du Musée Rodin à Salvador de Bahia, d'une éventuelle antenne du Centre Pompidou à Shanghai, ... - mais ses effets sur les flux de visiteurs, l'image et l'identité de la ville, ou encore les territoires induits, ..., ne sont pas encore connus. Pour l'heure, ce cas ne s'inscrivant pas dans l'analyse d'une réalité bien ancrée sur les plans spatial et social, le discours est un discours évidemment rempli d'espoir. Il stimule davantage le questionnement.

Si les musées apparaissent de plus en plus comme des acteurs du développement, comment évaluer les impacts ? La question méthodologique reste posée : comment évaluer les effets de ces nouvelles réalisations muséales « iconiques » ? Comment mesurer l'attractivité annoncée ? Selon une vision très classique, l'évaluation porte en premier lieu sur les effets visibles et tangibles de la stratégie territoriale menée : la capacité d'une ville à porter le projet, le rôle des acteurs institutionnels et privés, les effets économiques et sociaux induits, ... Mais au delà de cette approche très classique, il s'agit d'appréhender à la fois quantitativement et qualitativement, les effets moins visibles de cette stratégie : relations renouvelées de cette communauté avec son environnement proche et lointain, perception par les acteurs d'une nouvelle image, évolution des relations interpersonnelles, entre habitants passifs et acteurs, entre acteurs institutionnels et acteurs associatifs, etc. Plus largement encore, l'évaluation doit intégrer aussi les nouveaux rapports de la communauté à l'espace, mais aussi au temps. Enfin, l'évaluation se donne pour objectif d'élaborer à partir de ces approches sectorielles, segmentées et séquentielles, une vue globale du système territorial appréhendé, afin de dégager les caractéristiques émergentes au niveau du système tout entier. La dimension systémique des dynamiques à l'œuvre dans ce processus d'internationalisation de la culture pose question : il convient de faire apparaître d'éventuelles interactions ou rétroactions.

Le choix des échelles à considérer est lui aussi épineux et renvoie à l'articulation du local et du global. Si l'« effet Guggenheim » semble positif et le plus abouti comme référence de projet déterritorialisé, qu'en sera-t-il de Pompidou et autres délocalisations culturelles ? Le recul n'est pas suffisant pour comprendre le processus de déterritorialisation du projet urbain, ses enjeux ainsi que les traits d'un éventuel modèle à prétention universaliste.

Parallèlement, cette situation pose le problème de la gouvernance, qui renvoie à un mouvement de « décentrement » de la prise de décision, avec une multiplication des lieux et des acteurs impliqués dans la décision. Il renvoie à la mise en place de nouveaux modes de régulation plus souples, fondés sur le partenariat entre différents acteurs. La gouvernance correspond à l'ensemble des processus et des institutions qui participent de la gestion politique d'une société. Ces grands projets culturels, pour la plupart au cœur de nouveaux projets urbains, conduisent à la production de nouveaux territoires dans la ville et nécessitent par conséquent de nouvelles formes de gouvernances. Pour l'heure, les principes de la gouvernance du CPM ne sont pas fixés.

Conséquence de la mondialisation de la culture - à l'instar des entreprises qui mondialisent leurs activités - les musées se transforment donc en multinationales de la culture. Un véritable marketing du tourisme culturel se met en place : les musées créent leurs filiales. Cela donne naissance à des « grands projets » qui visent une expansion ou délocalisation mondiale.

Ces données permettent de rappeler que les effets de la mondialisation sont présents dans presque tous les domaines dont l'urbanisme. La forte compétitivité mondiale entre villes conduit à une restructuration du territoire en cédant une place importante aux réseaux, aux flux, aux enjeux économiques. L'économie globale entraîne ainsi des mutations aussi bien dans la conception des projets urbains que dans leur matérialisation. Tout ceci favorise la transposition des projets dans des contextes divers partout dans le monde sous la forme de franchises, de succursales ou de filiales. Ainsi déterritorialiser le projet urbain correspond à la capacité de l'importer avec des équipes pré-définies. Mais ces projets transposables risquent une perte d'ancrage local et de ce fait une certaine distanciation face au contexte identitaire (géographique, historique, politique, social, urbain, culturel) pour s'intéresser plus à l'ancrage « global » ou « de réseau ». Ainsi, la notion de projet urbain ne risque-t-elle pas d'être menacée par une standardisation qui relèguerait au second plan le « local » ? Ces facteurs dicteront-ils de nouvelles modalités de concevoir les projets urbains comme des formules reproductibles ?

Par ailleurs, la déclinaison du musée en marque internationale apparaît certes pour l'institution muséale comme une capacité à créer du neuf, mais elle soulève inversement la question de l'éthique. Les responsables du monde de l'art dénoncent la tendance actuelle aux dérives commerciales de l'art : « *Les musées ne sont pas à vendre ... Les oeuvres d'art sont un patrimoine à montrer, pas une attraction ni une marchandise ...* » *Le Monde*, 13 décembre 2006. La politique de délocalisation culturelle est donc devenue source de polémiques. Cet article du Monde critique violemment la politique commerciale de certains musées français, particulièrement les prêts payants du Louvre à Atlanta et surtout la création du « Louvre Abou Dhabi ». Il dénonce l'argument qui consiste à promouvoir l'universalité et la démocratisation de la culture occidentale, car avec le musée d'Abu Dhabi, bâti dans un endroit essentiellement réservé à un certain public fortuné de la jet-set, dans une ambiance balnéaire, de tourisme du loisir ou du divertissement, la culture risque d'en pâtir. Loin d'être une ouverture démocratique, il apparaît comme une fermeture.

[« *Doit-on priver les Français et les touristes du Louvre ou du musée d'Orsay d'oeuvres fondamentales afin de combler les exigences éphémères de nantis ?* » souligne Françoise Cachin, directeur honoraire des Musées de France, *Ibid*].

La question se pose ici en termes de valeurs. Peut-on faire l'économie d'une réflexion éthique quand on parle de la culture ? Doit-on au nom d'un objectif de développement accepter une marchandisation de l'oeuvre culturelle ?

Derrière cette approche, c'est toute la question du financement des musées dont il est question : le financement public ne peut pas tout, et les musées ont besoin d'argent. Des alternatives existent tels le mécénat, les dons (la Société des amis du Louvre, par exemple), les exonérations fiscales pour les entreprises ou les particuliers, ..., mais il semble que cela ne suffise pas. La disposition mercantile en plein essor, caractérisée par le système des *loan fees* (prêts payants) d'oeuvres et la tendance de certains musées à s'orienter vers les marchés culturels et les parcs de loisirs (comme pour le Louvre Atlanta), risque de plonger la culture dans un processus préjudiciable de consommation et de capitalisation du patrimoine. Ainsi, le financement des musées conduit le débat vers la question de l'éthique et entraîne une certaine confusion de la politique et de la culture. La culture pourra-t-elle protéger, à long terme, son identité et son autonomie des nécessités économiques ?

Derrière les questions d'attractivité territoriale, de rayonnement d'un pays, c'est avant tout l'intérêt financier pour les musées nationaux qui est en jeu. L'exemple de l'apport financier de la délocalisation du Louvre à Abu Dhabi fait sens ici : un milliard d'euros sur 30 ans, dont 400 millions d'euros pour pouvoir utiliser le nom « Louvre », 25 millions d'euros de mécénat pour ce même musée, 190 millions d'euros pour les musées participant aux prêts d'oeuvres et

enfin 195 millions d'euros pour les musées experts et organisateurs des expositions. Le gain financier devient, dès lors, un sérieux argument en faveur de telles coopérations.

Cependant, du local au mondial en passant par l'ancrage de réseau, il en ressort une véritable mosaïque culturelle, et la concurrence entre les différentes régions de production culturelle devient de plus en plus farouche. Il ne s'agit pas seulement de multiplier ces « icônes culturelles », en d'autres termes, l'échelle globale ne doit pas l'emporter.

Les grands projets d'infrastructures culturelles s'inscrivent dans cette stratégie de production d'un capital valorisable et doivent conduire à l'articulation ville, musée et tourisme.

La ville s'engage dans une dynamique nouvelle et le tourisme est alors perçu comme un stimulant économique, notamment à travers le recyclage d'anciens sites.

Cela pose la question de la cohérence entre développement touristique, valorisation patrimoniale et urbanistique et développement urbain. La ville s'expose, se met en scène et apparaît comme un lieu de consommation à la fois pour les touristes et les populations. Cette mise en œuvre des grands travaux - (jugés par ailleurs parfois pharaoniques par leurs habitants) - nécessite localement la mise en œuvre d'une politique de tourisme urbain solide.

Il s'agit d'organiser et de construire l'offre touristique et de la diffuser, de la mettre en marché. L'intégration des politiques touristiques très en amont des décisions semble être un gage de réussite. Cette mise en tourisme nécessite un développement qui ne peut se concevoir sans l'affirmation d'une réelle volonté politique.

L'exemple du Centre Pompidou-Metz s'inscrit dans cette stratégie de production d'un capital valorisable et veut se donner pour ambition d'organiser une offre nouvelle qui redéploie le patrimoine de la ville autour de cette innovation culturelle. Mais la ville doit s'adapter pour favoriser la mise en place d'une offre touristique.

Pour l'heure, le travail de terrain et le dépouillement des dossiers de presse n'ont pas réellement permis de mesurer la politique touristique qui sous-tend le projet messin. Ce projet démontrera-t-il qu'un exemple ambitieux de décentralisation culturelle contribue à renforcer l'attractivité de la ville ? L'idée d'utiliser la culture comme moteur économique conduira-t-elle à l'effet voulu ?

L'« opération Bilbao » a permis aujourd'hui à la ville d'accumuler les prix d'urbanisme. En 2004, la ville a ainsi été désignée, lors de la Biennale de Venise, meilleur projet urbain au monde. Si le Guggenheim a servi de locomotive urbaine pour remodeler le paysage industriel de la ville et en faire une destination touristique reconnue, qu'en sera-t-il réellement à Metz ? D'autant plus qu'il ne faut pas négliger la question des friches militaires qui s'annonce.

Pour l'heure, on s'étonnera de la faible dimension touristique qui sous-tend le projet urbain. La ville expose son projet (en affiche, à la maison du projet, dans la presse, dans les brochures touristiques, ... Mais par rapport à l'ampleur du projet développé et l'ambition affichée, les questions de gouvernance touristique ne sont pas réellement abordées, les analyses quantitatives et qualitatives des 500 000 visiteurs attendus font défaut, tout comme la question de la promotion et de la commercialisation adaptées à la problématique spécifique de la ville, les questions de projections économiques en terme d'emplois, d'activités commerciales, et surtout en terme d'équipements touristiques spécifiques.

On peut réellement s'étonner de la quasi absence de discours touristique qui sous-tend ce projet ambitieux. La création d'un équipement culturel ne permet pas en tant que tel d'intégrer spontanément le tourisme dans la ville. Cette attractivité nécessite un haut niveau de qualité tant pour l'offre touristique que pour les services et équipements d'accueil (infrastructures et équipements). Cela suppose une politique solide en matière de développement et de stratégie touristique et renvoie aux nouveaux enjeux du tourisme urbain, à savoir une intégration du tourisme au développement économique de la ville.



La valorisation de la dimension culturelle et événementielle, que l'on retrouve un peu dans tous les projets récents, occupe une place centrale dans les politiques pour l'amélioration de l'image (loisirs, culture, commerce). Mais le développement du tourisme au sein de la ville est une affaire de volonté politique, la seule communication en terme d'images ne suffit pas à penser le tourisme dans la ville, il faut considérer le tourisme comme une activité à part entière impliquant une mise en œuvre, une mise en action du tourisme avec le concours des différents acteurs.

Les processus de développement local par le biais de l'économie culturelle sont en plein essor et les musées apparaissent indiscutablement comme des acteurs de développement. Les enjeux soulevés aujourd'hui par l'avènement des industries culturelles dépassent la simple question des politiques publiques de développement local et renvoient au problème plus général des rapports entre culture et société, dans un cadre de concurrence globale.

Dans ce mouvement d'extension d'un nouvel esprit managérial et culturel du capitalisme, transformateur des échelles, la nouvelle orientation des politiques urbaines vers l'organisation d'une offre touristique dans le cadre de stratégies de marketing urbain devient nécessaire.

Le CPM, outil de l'innovation urbaine, est un événement culturel dont la ville de Metz doit profiter. La ville doit repenser sa stratégie touristique en conciliant la valorisation de son patrimoine monumental existant et son nouvel axe de production d'un capital valorisable autour de Centre Pompidou-Metz. Pour l'heure, même si le Schéma Régional de l'économie touristique et des loisirs 2007-2012 affiche la volonté de faire émerger deux destinations de courts séjours urbains sur Metz et Nancy, la région est avant tout traverser plus que visiter. Face à cet exemple d'une ville en construction/reconstruction, la politique touristique fait défaut. Le projet politique supplante le projet économique.

### **En guise de conclusion**

Les tendances actuelles confirment l'importance structurante des loisirs, du tourisme et de la culture dans la ville contemporaine au regard des questions de valorisation/rénovation et création du patrimoine.

Pour ces territoires en quête de nouvelles identités, leur reconstitution ne peut se faire qu'au travers d'un projet collectif, dans lequel la variable temps devient une variable primordiale.

La culture comme projet de ville et projet touristique doit permettre de tisser de nouveaux liens entre culture, urbain et tourisme ; de se positionner comme un élément essentiel dans la stratégie de développement et de revisiter la dialectique ancien/nouveau, qui renvoie à cette alchimie entre patrimoine et modernité, laquelle contribue largement à nourrir le tourisme urbain, car l'architecture, le patrimoine et la culture participent à l'ambiance de la ville et à la composition des produits touristiques.

La nécessité de concilier les différentes échelles du développement urbain renvoie - dans le cas développé - à la coopération culturelle transfrontalière de la Grande Région, entité de 65 400 km<sup>2</sup> rassemblant une population de 11,4 millions d'habitants, regroupant la Lorraine, le Luxembourg, la Rhénanie-Palatinat, la Wallonie. Si, pour l'heure, le projet Pompidou-Metz est synonyme d'espoir, qu'en sera-t-il de la réalité ? Le jeu des échelles trouve ici toute sa place et il semble important que le Centre Pompidou Metz s'ancre solidement dans cette réalité régionale transfrontalière.

L'analyse de cette thématique - culture décentralisée et innovation urbaine, autour du Centre Pompidou-Metz - a permis de vérifier que la présence de lieux de diffusion culturels apporte beaucoup à une ville et à sa qualité, mais ceci est une chose désormais admise. Inversement,

les lieux de productions culturelles sont-ils toujours considérés comme favorable au développement urbain ? L'équipement messin n'étant pas encore fonctionnel, cette question sera à analyser ultérieurement au regard d'une réalité ancrée sur les plans spatial et social. À titre d'exemple, il conviendra de se pencher sur la question d'une éventuelle (voire probable) gentrification ou embourgeoisement, processus qui touche particulièrement les questions urbaines.

Face à la question de l'innovation urbaine, les tendances peuvent s'inverser : ce n'est pas seulement la ville qui engendre la création, mais également les productions culturelles qui valorisent les villes sur le plan de l'échiquier mondial. L'art contemporain semble ici tenir une place grandissante dans la communication des villes.

Dans un monde de plus en plus urbain, pour se renouveler et se démarquer, les villes cherchent à se procurer une signature forte, une icône, une starchitecture sur laquelle appuyer leur personnalité et qui les inscrira dans les villes de l'avenir. Le design se démocratise, les architectes sont des vedettes, ils sont des « starchitectes ». Les projets se multiplient, ils sont souvent très audacieux et reposent sur un défi considérable, un projet stratégique et une mise en résonance de la création et de l'innovation.



Photos : E. Fagnoni – Le Centre Pompidou Metz :  
affiche et maquette à la Maison du Projet (Metz)





Photos : E. Fagnoni – Construction du bâtiment (janvier 2009)

